

Nous sommes très reconnaissants à la Revue Acta Juridica Carolina d'accueillir les contributions des membres du Groupe européen de droit international privé (GEDIP) à la requête de notre éminente Collègue et Amie Monika Pauknerova qui doit être remerciée ici pour tout le travail qu'elle a effectué afin d'assurer au GEDIP un « *safe harbour* » à Prague pour sa réunion 2020. L'histoire retiendra qu'un vilain virus a attaqué la population d'un grand nombre de pays, y compris de pays membres de l'Union européenne, exigeant des mesures de distanciation physique ainsi que l'arrêt complet, temporaire mais prolongé, des voyages transfrontières. Malgré ces vicissitudes, les contributions ayant été écrites, la publication a donc été maintenue malgré le report à 2021 de la réunion du GEDIP à Prague.¹

Quand, en 1991, le GEDIP a été créé, le droit international privé européen n'était pas étudié en tant que tel. La Conférence de La Haye de droit international privé avait le monopole de la codification du droit international privé et si les Etats européens représentaient une grande proportion des Etats membres de la Conférence, la construction européenne n'avait pas encore l'influence qu'elle a aujourd'hui sur les méthodes et le contenu du droit international privé.

Toutefois, les initiateurs du GEDIP avaient d'ores et déjà pris conscience que le socle, un peu bancal, constitué par la Convention de Bruxelles de 1968 (texte ancré dans le droit européen par le truchement de l'article 220 du Traité de Rome, disparu aujourd'hui) et la Convention de Rome de 1980 (qui n'avait pas sa source dans le Traité de Rome, mais avait été considérée comme un complément indispensable à la Convention de Bruxelles), devait se développer en raison de l'intégration progressive de l'essentiel du droit international privé dans le droit européen. La suite leur donna raison : l'intégration définitive du droit international privé, en tant que l'une des compétences conférées à l'Union européenne, fut actée par le Traité d'Amsterdam en 1997. Et même si les recours devant la Cour de Justice de l'Union demeuraient encore spécifiques dans ce Traité, il ne faudra pas attendre longtemps avant que le régime juridique de droit commun des questions préjudicielles s'applique aussi au droit international privé.

La Cour de justice elle-même ne fut pas en reste. Sa jurisprudence concernant le droit international privé est abondante. Elle n'a pas hésité à s'emparer de questions

¹ Le GEDIP s'est réuni néanmoins par visio conférence en septembre 2020.

difficiles et à élargir, au besoin, le droit européen grâce à des grands principes comme l'effet utile ou le devoir de coopération loyale ou le principe de sécurité juridique.

Enfin, la dernière pierre à la construction de l'édifice du droit international privé européen fut consolidée quand l'Union est devenue membre à part entière de la Conférence de La Haye de droit international privé. Pour cela il fut nécessaire de modifier les statuts de la Conférence qui ne prévoyaient pas qu'une « organisation d'intégration régionale », telle que l'on nomme l'Union dans le jargon internationaliste, put devenir membre. Une fois cette modification entrée en vigueur, l'Union pouvait devenir candidate et être admise au même titre qu'un Etat.² Ceci, ainsi que l'élargissement successif de l'Union, ont entraîné une modification profonde des méthodes de négociation et d'adoption des textes. Auparavant, les textes étaient discutés à la virgule près ; les options de rédaction mises sur la table avec précision, le choix se faisant in fine par des votes sur des dispositions précises. A partir du moment où l'influence de l'Union européenne se fit sentir, et encore plus après son adhésion, il n'était plus question de procéder ainsi, la majorité étant très rapidement atteinte lorsque tous les Etats européens faisaient bloc, conformément à la « discipline européenne ». Le vote fut ainsi abandonné au profit d'une adoption par consensus, entraînant alors l'adoption de textes plus vagues et imprécis. Une autre modification importante influence la texture des dispositions adoptées : l'utilisation prédominante de l'anglais comme langue de travail au détriment d'une construction bilingue et donc biculturelle des textes.

A cet égard, le GEDIP demeure l'un des rares groupes de travail dont le français constitue la langue principale, même si l'anglais a fait une entrée marquante dans les récentes années par le truchement d'une génération de membres plus jeunes qui se sont plus à l'aise pour s'exprimer dans cette langue, même si la condition d'une connaissance au moins passive du français demeure encore une exigence pour devenir membre.

Ceux de nos lecteurs qui ont consulté de manière attentive les documents préparatoires des institutions de l'Union européenne, durant les années d'intense activité législative en droit international privé, ont pu remarquer que des références multiples ont été faites aux travaux du GEDIP dans les documents issus notamment de la Commission européenne. Le GEDIP n'est certes pas principalement un groupe de codification. Son rôle, dès l'origine, a été conçu comme lieu d'échange et d'exploration de l'interaction du droit de l'Union et du droit international privé, tout en privilégiant une méthode basée sur l'écriture de textes, en vue d'appréhender cette interaction, jugée plus efficace que la préparation de rapports. Au fil du temps, il est devenu une force de proposition pour des textes nouveaux venant combler les lacunes. Cette tradition se poursuit encore aujourd'hui. C'est ainsi que plusieurs projets sont en cours de discussion : un projet sur le droit des biens ; un projet sur les grands principes de droit international privé européen ; un projet sur des règles de droit international privé en matière de responsabilité sociétale des entreprises.

Trente ans après la première réunion du GEDIP qui s'est tenue à l'Université de Louvain, le GEDIP « *is alive and kicking* ».

² Ceci pause évidemment des difficultés en substance, ce que nous ne pouvons aborder dans cette brève introduction.

We are most grateful to the journal *Acta Juridica Carolina* for giving space to the contributions of members of the European Group for Private International Law (EGPIL) at the request of our eminent colleague and friend Monika Pauknerova, whom I would like to thank here for all the work she has done to find a ‘safe harbour’ for EGPIL in Prague for its 2020 meeting. History will relate how a vicious virus has attacked the populations of numerous countries, including the Member States of the European Union, requiring physical distancing measures as well as bringing cross-border travel to a complete standstill, for a temporary but prolonged period. In spite of these setbacks, the contributions have been written and the publication is going ahead, though the EGPIL meeting in Prague has been postponed until 2021.³

In 1991, when EGPIL was set up, European private international law was not studied as such. The Hague Conference on Private International Law had the monopoly on codification of private international law, and though European states accounted for a high proportion of the Member States of the Conference, the European construct did not yet have the influence it does today on the methods or content of private international law.

However, the founders of EGPIL understood, even then, that the somewhat shaky foundation provided by the 1968 Brussels Convention (an instrument anchored in European law by means of Article 220 of the Treaty of Rome, which no longer exists) and the 1980 Rome Convention (which did not derive from the Treaty of Rome, but had been considered as an essential adjunct to the Brussels Convention), must be built up further as the key elements of private international law gradually became integrated into European law. Subsequent developments proved them right: the full integration of private international law was enshrined as one of the competences conferred on the European Union by the Treaty of Amsterdam in 1997. And though that treaty still provided only specific grounds for recourse to the Court of Justice of the European Union, it was not long before the general legal regime of preliminary rulings was also being applied to private international law.

Nor has the Court of Justice itself been found wanting, with its wealth of case-law on private international law. It has not shrunk from tackling difficult issues and expanding European law where necessary, relying on broad principles such as those of effectiveness, the duty to cooperate in good faith, and legal certainty.

The final building block in the edifice of European private international law was put in place when the European Union became a full member of the Hague Conference on Private International Law. For that to happen it was necessary to amend the Statute of the Conference, which did not allow for a “regional integration organisation”, as the European Union is described in the international jargon, to become a member. Once that amendment had come into force, the European Union could apply and be admitted on the same footing as a state.⁴ This, along with the progressive expansion of the Union, has brought about a radical change in the methods used for negotiating and adopting

³ Nonetheless, EGPIL met via visio-conferencing in September 2020.

⁴ Obviously, this causes difficulties for the substance of the texts prepared, but this brief introduction is no place to discuss the point.

texts. Previously, the texts of instruments were discussed down to the finest detail, with very precise drafting options on the table and votes taken on specific provisions. From the moment the influence of the European Union started to be felt, and even more after it acceded to membership, there was no longer any question of proceeding in that way: a majority was reached as soon as all the European states came together as a bloc, as they had learned to do. Voting was thus abandoned in favour of consensus, leading to the adoption of texts that were more vague and less precise. Another major shift has influenced the texture of the provisions adopted: the predominant use of English as the working language at the expense of the bilingual, and thus bicultural, construction of texts.

In this respect, EGPIIL is one of the rare working groups that still uses French as its main language, though English has made strong inroads in recent years with the arrival of a new generation of younger members who do not feel comfortable expressing themselves in French, though a passive understanding of that language, at least, is still a requirement for becoming a member.

Those of our readers who have been paying close attention to the preparatory documents of the European Union institutions throughout the years of intense legislative activity in private international law will have seen the multiple references made to the work of EGPIIL, especially in documents produced by the European Commission. The main function of EGPIIL is, admittedly, not that of a codification group. From the outset, its intended role was that of a forum for discussion and exploration of the interaction of European Union law and private international law, with the emphasis on capturing that interaction by drafting instruments, this method being seen as more effective than writing reports. Over the years, it has become a respected source of proposals for new instruments to fill lacunae, and that tradition continues today. There are currently several drafts under discussion: one on property law, one on the major principles of European private international law, and another on the rules of private international law on corporate social responsibility.

Thirty years after its first meeting at the University of Louvain, EGPIIL is alive and kicking.

Catherine Kessedjian
Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas Paris II,
Présidente du GEDIP
Catherine.Kessedjian@u-paris2.fr
doi: 10.14712/23366478.2020.28